

hisfora

La lettre trimestrielle du
groupe d'étude
histoire de la formation des
adultes
Gehfa

Numéro 34 – mars 2012

Rédaction : GEHFA, 35C rue de la Beaune, 93100 Montreuil

Convocation de l'assemblée générale

Mardi 27 mars 2012 à 17 heures 30

à l'ETSUP

8 villa du Parc Montsouris, 75014 Paris

(après le séminaire, voir page 2)

Ordre du jour :

- rapport d'activité et rapport moral
- rapport financier
- Montant des cotisations
- perspectives 2012-2013
- renouvellement du conseil d'administration
- questions diverses

Pour voter, les adhérents doivent être à jour de leur cotisation 2011. Elle pourra être réglée sur place avant l'AG. Si vous ne pouvez participer, vous pouvez remettre un pouvoir à un adhérent de votre choix.

Rapport moral année 2011

Le Groupe d'étude – Histoire de la formation des adultes est de plus en plus sollicité pour être partenaire de manifestations scientifiques ou commémoratives. Les dernières en date :

- le Colloque *L'éducation populaire au tournant du XXI^e siècle*, qui s'est déroulé du 16 au 18 novembre 2011 à l'Université Paris-Est Créteil, où le Gehfa, partenaire du colloque, était représenté au Conseil scientifique et a hébergé sur son site la page Internet du colloque,
- la journée commémorative de la loi de 1971, organisée dans la belle salle du Conseil économique et social par le Crefop de l'université de Nanterre (Centre des relations avec les entreprises et de la formation permanente) et le Centre Inffo : *1971-2011 : Regards croisés sur 40 ans de formation continue*, du 17 novembre 2011, où le Gehfa, partenaire de l'événement, a également été sollicité pour intervenir, par l'intermédiaire de deux de ses membres, à la tribune,
- enfin, le colloque international du Cread de l'Université de Rennes 2 (Centre de recherche sur l'éducation, les apprentissages et la didactique), *Formes d'éducation et processus d'émancipation*, qui se tiendra du 22 au 24 mai 2012 : le Gehfa aux côtés de nombreux partenaires de la manifestation, membre du comité scientifique a également proposé d'y organiser un symposium. Vous en trouverez la présentation dans ce numéro d'hisfora.

Les projets sont encore nombreux. Après un cycle de séminaires sur le Cinéma éducateur coordonné par Pascal Laborderie, qui nous a introduits dans un monde encore peu exploré par l'histoire de la formation et dans une période, l'entre-deux-guerres, peu visitée par les séminaires du Gehfa, le prochain cycle propose de redécouvrir un thème plus classique, celui de la Promotion sociale dans l'après Seconde Guerre mondiale. Il se trouve que le Gehfa n'avait pas encore consacré de séminaire à cette question importante. Trois séances prolongées par une journée d'étude, coordonnées par Noël Terrot, permettront de revenir sur cette histoire et ses prolongements dans l'actualité de manière approfondie. Un autre cycle de conférences est déjà programmé ultérieurement. Il sera coordonné par Viviane Glikman et aura pour thème l'histoire de la formation à distance. D'autres thèmes sont à l'étude, comme celui, proposé par Jacques Denantes, sur l'histoire des formations entreprises dans le cadre de la décolonisation.

Côté publications, l'ouvrage issu de la journée d'étude co-organisée par le Gehfa et les Archives départementales de la Seine Saint-Denis en janvier 2011 est sous presse dans la collection Histoire et mémoire de l'Harmattan. Il a pour titre *Des archives pour l'histoire de la formation*. Les textes des communications ont été remaniés en profondeur et complétés par quelques apports nouveaux obtenus par voie d'appel à textes. Mado Maillebois, Christiane Etévé et Viviane Glikman ont accompli, pour arriver à cette issue, un travail colossal de mise en forme et d'édition. Nous prévoyons également la sortie du deuxième volume sur la Formation des militants issu des travaux du colloque d'Amiens (Gehfa, Université de Picardie Jules Verne, Laboratoire SaSo et Direction de l'éducation permanente). La rubrique *Histoire et mémoire* (Gehfa, revue *Éducation permanente*) quant à elle, s'est enrichie de plusieurs articles. Enfin, Bernard Liétard a invité plusieurs acteurs à raconter leur parcours, certains un peu aux marges des activités traditionnelles de formation, dans l'objectif de proposer un ouvrage qui reflète la diversité du champ.

Bien d'autres projets ou partenariats sont encore à l'étude et l'association est ouverte à toute proposition permettant d'enrichir la palette de ses activités pour autant que celles-ci permettent, comme ses statuts le précisent, soit de contribuer à la sauvegarde ou à l'exploitation d'archives de la formation, soit d'encourager ou de diffuser des travaux d'histoire de la formation.

N'hésitez donc pas à nous rejoindre, soit en participant directement à l'Assemblée générale du 27 mars, soit en proposant votre candidature par courrier ou par l'intermédiaire d'un des administrateurs du Gehfa.

Françoise F. Laot, Présidente

1959, la Promotion Sociale, une grande ambition politique

Cycle de séminaires coordonné par Noël Terrot

Le Gehfa propose une réflexion sur le thème de la promotion sociale qui comprendra deux temps différents :

- trois séminaires sur l'histoire de la promotion sociale
- une demi-journée d'étude sur la promotion aujourd'hui

De Guizot à Ferry au XIX^e siècle, puis jusqu'aux lendemains de la Libération ; l'éducation des adultes à travers des actions aussi diverses que les Cours du soir des instituteurs, les formations du CNAM ou l'accès des non bacheliers à l'Université, s'est efforcée de développer des formations générales ou professionnelles permettant de progresser dans le métier et dans la Société. Cependant il s'agit d'actions dispersées, d'initiatives variées, visant des publics spécifiques.

Avec la loi du 31 juillet 1959 « relative à certaines dispositions tendant à la promotion sociale », ainsi qu'avec les autres textes législatifs pris à l'initiative du Premier Ministre Michel Debré, tout change.

C'est une grande ambition qui est proclamée, une véritable obligation nationale qui repose sur trois fondements : le développement économique, la justice en matière d'accès à l'enseignement et l'unité sociale et politique de la Nation et c'est, pour les promoteurs de la loi, une alternative à la lutte des classes.

Par ailleurs et pour la première fois dans notre histoire, on regroupe sous un terme et un concept uniques l'ensemble des activités relevant de l'éducation des adultes : la promotion du travail à finalité surtout professionnelle et la promotion collective visant à prendre en charge la formation syndicale et associative des Travailleurs.

Le séminaire du Gehfa, à travers trois séances, va s'interroger sur l'élaboration et la mise en œuvre des textes, puis traitera de la promotion collective et s'efforcera après qu'ait été effectué un bilan quantitatif et qualitatif de la promotion individuelle, d'examiner ce que fut alors la promotion des femmes. Mais on ne saurait s'arrêter là.

Aujourd'hui... quels enjeux ?

On souhaite également à l'issue de la présentation de l'évolution historique de se demander ce qu'il en est aujourd'hui dans ce domaine, et il semblerait que beaucoup de ces actions spécifiques aient disparues alors même que plus que jamais les besoins existent pour les jeunes et les adultes.

En effet, il y a évidemment les abandonnés du système, 160 000 jeunes qui sortent de formation initiale sans qualification et sans les savoirs de base : lire, écrire et compter. Mais il y a aussi chez beaucoup d'adultes, une envie de toujours faire mieux, de se dépasser et par là de progresser dans l'estime de soi et des autres.

Comment répondre à ce constat et à cette attente ? C'est ce que nous essaierons de débattre lors de la demi-journée que nous organiserons plus tard avec des chercheurs et praticiens de ce domaine.

Programme

Les trois séminaires :

- 27 mars 2012 : les lois de 1959 – Intervenant : Pierre Benoist
- 15 mai 2012 : la Promotion Collective – Intervenant : Yves Palazzeschi
- 09 octobre 2012 : la Promotion Individuelle
 - un bilan des résultats : Intervenant : Noël Terrot
 - la promotion sociale des femmes : Intervenant : Françoise F. Laot

La demi-journée d'étude : Aujourd'hui... quels enjeux ? Vraisemblablement en novembre 2012 (date et lieu à préciser)

1^{er} séminaire du cycle : mardi 27 mars, à 15h30, avant l'AG :

Les lois relatives à la promotion sociale

Pierre Benoist

En 1959 et dans les années qui ont suivi, trois lois ont instauré une politique nouvelle axée sur la promotion sociale : la principale, celle du 31 juillet 1959, œuvre de Michel Debré, Premier Ministre, est la première d'une série, dont celles de 1966 et de 1971, qui ont successivement régi la formation professionnelle des adultes.

Ses dispositions se sont greffées sur les actions qui fonctionnaient déjà sous la responsabilité des ministres concernés, pour les rassembler dans un dispositif interministériel très dépendant de l'intérêt que le Premier Ministre lui portait. Elle a eu des résultats honnêtes sans plus, mais a été l'occasion pour les pouvoirs publics de prendre conscience des difficultés sociales, pédagogiques et administratives de l'intervention auprès d'adultes au travail ; elle a posé le principe d'un financement spécifique de cette formation.

Les urgences de la situation économique, puis les problèmes du chômage ont progressivement fait dévier la formation des adultes de son objectif de promotion personnelle des travailleurs, que M. Debré voyait comme un moyen de consolider la cohésion sociale, vers celui du perfectionnement technique, puis de la remise à l'emploi.

Colloque international CREAD – Université de Rennes 2
Formes d'éducation et processus d'émancipation
Rennes, 22, 23, 24 mai 2012

Discours, pratiques et effets d'émancipation
dans l'histoire de l'éducation des adultes

Symposium long proposé par le Gehfa, coordination Françoise F. Laot et Emmanuel de Lescure

Éducation et émancipation vont-ils toujours bien ensemble ? Si l'on s'en réfère au fameux débat instruction contre éducation qui opposait Condorcet et Robespierre il n'est pas superflu de se poser la question. Or, ce dont il sera question tout au long du XIXe siècle, c'est bien d'éduquer le peuple. L'éclairer n'a manifestement pas été jugé suffisant ou pertinent. Il fallait encore le façonner, lui inculquer quelques croyances, afin de le préparer à tenir des rôles sociaux spécifiques, à occuper certaines places dans l'échiquier social et politique. Bien que le plus souvent relégués au second plan ou cachés derrière les enjeux économiques, les objectifs politiques et sociaux de l'éducation puis de la formation des adultes au XXe siècle n'en restent pas moins présents.

Émanciper, nous apprend le dictionnaire est d'abord un acte juridique. Il consiste à affranchir un mineur de la puissance paternelle ou, pour les filles, par le mariage, de la tutelle (droit civil) ou encore de conférer à un esclave le droit d'homme libre (droit romain). Par extension, il s'agit donc de libérer, d'affranchir d'un état de dépendance. On parle d'émancipation du peuple, des femmes, de la condition ouvrière, etc.

Au figuré, l'émancipation peut être entendue comme l'action de se libérer d'une dépendance morale, des préjugés de son époque, etc. Ici, il est davantage question d'émancipation intellectuelle, de la pensée. Le processus d'émancipation se produirait, lui, à pas plus lents, sur la durée.

L'éducation n'est pas une action propre d'un état vers ses citoyens ou d'une nation vers ses ressortissants. Chaque groupe social a besoin, pour exister, de développer sa propre vision du monde et donc sa propre éducation. Souvent cette culture commune se construit contre une autre. Il y a donc bien, pour les membres de ces groupes, un mouvement d'affranchissement d'un certain ordre de pensée vers l'intégration d'un autre. D'où la fréquence de l'emploi du mot émancipation dans les actions d'éducation des adultes, lesquelles devraient toujours être analysées sous l'angle socio-historique afin de déconstruire les discours comme les pratiques et mettre au jour les enjeux qui tiennent aux contextes socio-économiques et aux rapports entre groupes sociaux impliqués.

Tel est l'objectif de ce symposium : proposer des lectures socio-historiques de quelques initiatives d'éducation des adultes à différentes périodes de l'histoire et interroger les relations entre discours, pratiques réelles et effets d'émancipation (attendus ou non) auxquels ces actions ont conduit.

Mots clés : éducation des adultes, histoire, émancipation

Le pari de l'émancipation sociale par l'éducation intégrale : le cas des bourses du travail

David Hamelin, Doctorant en Histoire contemporaine, Université de Poitiers

De 1887 à 1914, les bourses du travail qui se déploient en France, s'ingénient à mobiliser, organiser et former les travailleurs dans la perspective de les émanciper tout à la fois de la tutelle du patronat et de l'État et les préparer à la société future qui devrait apparaître à la suite d'une Révolution sociale que les promoteurs des bourses appellent de leur vœu.

Dans l'approche qui anime les animateurs des bourses du travail, aux attaches partisans plurielles (socialistes, anarchistes, syndicalistes révolutionnaires...), la formation des salariés, condition nécessaire à leur émancipation intégrale sur les plans sociaux, culturels, économiques ou politiques prend des formes variées. Qu'il s'agisse de la presse syndicale, de manifestations culturelles comme le théâtre ouvrier, de conférences, de cours généralistes (français, géométrie, histoire...) ou des cours professionnels subventionnés par les pouvoirs publics, l'ensemble de ces activités, développées au grès des opportunités et des moyens locaux, concourent à répondre aux enjeux de l'époque et à atteindre cet objectif ambitieux d'une société sans classe sociale gérée par les ouvriers eux-mêmes.

En dépit de ce programme ambitieux, d'un nombre important de salariés touchés (près de 300 000 à la Belle époque) par ces œuvres sociales au caractère formatif, les bourses rencontrent des limites à la mise en œuvre de celles-ci, tant pour des raisons exogènes qu'endogènes.

Cette communication vise à comprendre les processus permettant le déploiement de ces bourses, de leur action éducative mais aussi des limites et en définitive l'échec de cette démarche audacieuse pourtant aux sources de l'histoire de la formation syndicale contemporaine.

Enjeux et pratiques d'émancipation et éducation populaire politique : une lecture historique

Alexia Morvan, Doctorante en Sciences de l'éducation, Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis

L'éducation pour tous est envisagée dans l'esprit des Lumières comme l'une des premières conditions de l'émancipation et renvoie au modèle politique de l'auto-activité du corps politique des citoyens. Pourtant, cette relation entre éducation et émancipation ne va pas de soi, y compris dans le champ de l'Éducation populaire. Une première manière de problématiser cette relation consiste à s'intéresser aux dimensions normatives implicites de la visée démocratique sous tendue par ces activités. Différentes significations inspirent en effet des définitions concurrentes des apprentissages jugés cruciaux pour une société démocratique. Je propose différents idéaux types susceptibles d'éclairer ces sources de la pensée démocratique.

Selon Brossat, l'éducation civique à l'école ne vise qu'une citoyenneté de basse intensité (« une citoyenneté intermittente ») incarnée par le vote au moment des élections¹. Une approche sociohistorique de l'Éducation populaire permet de faire état de pratiques tournées vers une

¹ BROSSAT, A. *Le grand dégoût culturel*. Seuil, 2008, p. 99.

conception intense et directe de la démocratie que je nomme « éducation populaire politique ». J'illustre, à différentes périodes de l'histoire, quelques-unes de ces initiatives d'éducation populaire politique (empruntée au Sillon, à la JOC, aux GAM, au Théâtre de l'opprimé, à la FFMJC et au Pavé). Au nom de quelle visée ces acteurs ont-ils mis en place de telles démarches et dans quelles circonstances ? Quels furent les principes et les formes concrètes de ces initiatives ? Ces expériences sont-elles originales au regard de la relation entre éducation et émancipation ? Quelles sont les questions fondamentales auxquelles nous confrontent ces démarches au regard de la situation démocratique contemporaine ?

De l'éducation des « militants de la lutte des classes » à la formation de « syndiqués acteurs » à la CGT

Nathalie Ethuin, CERAPS, Maître de conférences en sciences politiques, Université Lille 2 et Yasmine Siblot, Laboratoire Georges Friedmann, Maître de conférences en sociologie, Université Paris I

Cette communication retrace les évolutions du système d' « éducation » puis de « formation » syndicale à la CGT, en se centrant sur l'importation mais aussi l'adaptation de plusieurs modèles d'éducation : un modèle d'éducation partisan (celui du PCF), le modèle du cursus scolaire et enfin celui de la formation pour adultes.

À la CGT, la volonté de construire un modèle spécifique de formation syndicale, fondé sur des « fondamentaux » idéologiques, a été forte au cours des années 1950 à 1970. C'est ensuite en référence ou en distinction à ce modèle que se sont produites, et se produisent encore en partie les réformes internes. Il s'agira de retracer dans un premier temps les grandes phases de l'histoire de la formation syndicale à la CGT depuis les années 1950, pour montrer comment s'est mis en place un modèle politique, pédagogique et organisationnel de formation dont l'objectif affiché est de transmettre « des vérités scientifiques » à des « militants de la lutte des classes ». Puis nous analyserons comment il a été redéfini comme devant s'adresser à un plus large public prenant place dans les dispositifs de renouvellement du « syndicalisme CGT ».

Les ciné-clubs pour adultes : des mouvements d'émancipation ou de contrôle social ?

Pascal Laborderie, docteur en Études cinématographiques et audiovisuelles, enseignant en IUT de Troyes, Université de Reims Champagne – Ardenne

Cette intervention se propose de revenir sur les usages sociaux du cinéma dans l'histoire de la formation pour adultes. Le cinéma d'éducation populaire pour adultes y est envisagé comme un moyen de communication de masse ambigu dans la mesure où il se situe sur la frange dans laquelle émancipation et contrôle sociaux s'interpénètrent.

Dans un premier temps, un travail de périodisation distingue deux usages distincts dans l'utilisation du cinéma en tant que médium de masse à l'attention des adultes : le cinéma éducateur (1899-1946) qui consiste à éduquer les adultes à l'hygiène sociale et à la citoyenneté par le cinéma et les mouvements cinéphiliques qui initient les adultes à l'art cinématographique (1946-1989). Cette distinction permet notamment de montrer comment la cinéphilie s'est construite comme un mouvement d'émancipation en opposition avec le cinéma éducateur considéré comme un cinéma de propagande.

Dans un second temps, nous proposons de montrer que la cinéphilie n'est pourtant pas exempte de dogmatisme. Créés dans l'entre-deux-guerres, les mouvements de ciné-clubs pour adultes ont connu une véritable expansion après la Seconde Guerre mondiale. Si au premier abord ils apparaissent comme de véritables moyens d'émancipation au regard des usages du cinéma éducateur, ils n'en demeurent pas moins des espaces de contrôle social. Dans cette perspective, l'histoire du mouvement cinéphilique est à réinscrire dans une histoire plus générale, celle de la lutte entre institutions laïques et confessionnelles pour diriger les loisirs des adultes.

Éduquer les femmes pour atteindre les hommes : effets non calculés d'émancipation ?

Françoise F. Laot, Maître de conférences en Sciences de l'éducation, Université Paris Descartes

Longtemps, l'argument en faveur de l'éducation des femmes a reposé sur le bénéfice qu'il pourrait en être tiré pour l'éducation des hommes, que ceux-ci soient leurs enfants (mâles) ou leurs époux. Si une telle rhétorique nous apparaît familière, car largement répandue au XIXe siècle, comme l'attestent de nombreux textes, on oublie trop aujourd'hui qu'elle était encore très vivace au milieu des années 1960 et encore usitée, y compris dans des instances officielles de pilotage de la politique de formation d'adultes, au début des années 1970.

Le déficit d'actions explicitement dirigées vers les femmes pour leur propre éducation est largement justifié par de nombreux « obstacles » qui viennent en interdire le développement. Ceux-ci révèlent en creux les idéologies et les enjeux socio-sexuels et économiques qui sous-tendent les discours. Pour autant, ne pas du tout former les femmes peut également poser problème : cela risque de réduire la « rentabilité » de la formation des hommes... D'où l'idée de faire des femmes des cibles intermédiaires et d'imaginer en quelque sorte une formation par ricochet.

Après avoir proposé un florilège des finalités d'éducation et de formation des femmes, ménagères, citoyennes, mères ou épouses d'ouvriers, etc. énoncées à différentes époques et par des auteurs issus de différents groupes sociaux, cette communication se donne pour objectif de mettre à jour les mécanismes par lesquels, bien malgré elles, ces actions de formation par ricochet auraient quand même joué un rôle émancipateur pour les femmes.

Compte tenu de l'abondance des matières, la chronique bibliographique est reportée au prochain numéro, ainsi que notre hommage à Marcel Lesne, grande figure de la formation des adultes, décédé en janvier.